

LE PUBLIC CONTRE L'AUSTÉRITÉ

POURQUOI IL FAUT METTRE FIN AUX CONTRAINTES
DE LA LOI SUR LES SALAIRES DU SECTEUR PUBLIC

RÉSUMÉ





Compte tenu du manque de personnel et de la surcharge de travail, il est incroyable que des infirmières de première ligne comme Mary, dans l'État de l'Upper West au nord du Ghana, puissent garder le sourire.
PHOTO: ACTIONAID

PRINCIPAUX RÉSULTATS ET MESSAGES*

Le monde est confronté à une série de crises interdépendantes et la réponse à ces crises exigera un bouleversement complet du mode de fonctionnement habituel. À la lumière de la pandémie de Covid-19, de la crise croissante de la dette, de l'augmentation des inégalités, de l'injustice entre les genres et de la crise climatique, il est urgent de revoir le rôle fondamental de redistribution des États et de réimaginer le secteur public.

Au cours des quarante dernières années, les politiques d'austérité ont entraîné des réductions d'effectifs dans le secteur public qui ont sapé la capacité des gouvernements à fournir des services publics de qualité. La politique d'austérité qui a le plus d'impact sur les services publics est l'imposition de contraintes sur la masse salariale du secteur public qui a deux conséquences :

1. Blocage du recrutement de nouveaux enseignants.e.s, d'infirmières et d'autres travailleurs.euses essentiels.e.s,
2. Des limites strictes aux salaires déjà bas du personnel actuel soignant, enseignant et autre,

Le néolibéralisme a été survendu pendant quarante ans et a étouffé la croissance et le développement qu'il était censé valoriser.¹ Il est temps de procéder à une refonte fondamentale, à un changement de système axé sur la justice économique.

*Il s'agit du résumé d'un rapport de 62 pages contenant des preuves et des analyses beaucoup plus détaillées, publié le 12 octobre 2021 et disponible [ICI](#).

Sur la base des travaux réalisés au cours des 15 dernières années, nous avons entrepris l'année dernière des recherches intensives sur trois continents, examiné 69 documents du FMI provenant de 15 pays, tenu des discussions avec des économistes du FMI et entrepris une analyse documentaire sur les masses salariales du secteur public. Nos recherches ont révélé que :

- Malgré les affirmations du FMI selon lesquelles la maîtrise de la masse salariale n'est jamais que temporaire, les 15 pays étudiés ont tous été **incités à réduire et/ou à geler la masse salariale du secteur public** pendant trois ans ou plus, et huit d'entre eux pendant six ans au maximum.
- Dans ces 15 pays seulement, les **réductions recommandées par le FMI s'élèvent à près de 10 milliards de dollars**, soit l'équivalent de la suppression de plus de 3 millions de postes parmi les travailleurs.euses du secteur public de première ligne.
- Dans ces 15 pays seulement, une **augmentation d'un point du pourcentage du PIB consacré à la masse salariale du secteur public permettrait de recruter 8 millions d'infirmières, d'enseignant.e.s et d'autres travailleurs.euses.**
- Il **n'y a pas de logique claire, de raisonnement ou de preuve pour justifier où des réductions sont nécessaires et suffisantes.** On a conseillé au Zimbabwe, dont la masse salariale représente 17,1 % du PIB, de procéder à des réductions, mais aussi au Liberia, qui dépense 10,1 %, au Ghana, 8,7 %, au Sénégal, 6,5 %, au Brésil, 4,6 %, au Népal, 3,7 %, en Ouganda, 3,5 %, et même au Nigeria, qui ne consacre que 1,9 % de son PIB aux salaires des travailleurs.euses du secteur public.
- Le dernier conseil à moyen terme du FMI est de **faire passer chaque pays en dessous de la moyenne mondiale** pour les dépenses de la masse salariale du secteur public en pourcentage du PIB, contribuant ainsi à une spirale descendante à long terme.
- Malgré les affirmations selon lesquelles les réductions des salaires dans le secteur public devraient s'**accompagner de mesures visant à accroître les recettes fiscales**, la plupart des pays ont connu une diminution, une stagnation et/ou une insuffisance des ratios impôts/PIB. Même les quelques pays qui ont augmenté leurs recettes fiscales ont été invités à réduire les dépenses liées à la masse salariale du secteur public.
- Les contraintes liées à la masse salariale du secteur public **compromettent les progrès en matière de santé, d'éducation, de prise en compte des questions de genre** et de réalisation d'autres ODD.
- Il n'y a pas eu d'**évaluation ex ante ou ex post sérieuse ou systématique des pénuries de postes des travailleurs.euses clés** dans le domaine de la santé et de l'éducation pour informer sur les coupes ou les gels salariaux, ni de tentative de projection de l'impact des contraintes sur la masse salariale.
- Les réductions de la masse salariale du secteur public ont souvent été justifiées comme étant essentielles pour libérer des fonds pour les investissements en capital, donnant l'impression absurde que les dépenses pour la main-d'œuvre du secteur public ne sont pas une partie importante des dépenses sociales.
- Dans la pratique, le **libéralisme dogmatique en matière d'infrastructures détourne en fait les dépenses de la santé et de l'éducation.**
- **L'impact est ressenti de manière triple et plus aiguë par les femmes et les filles**, car elles sont plus susceptibles d'être exclues de l'accès aux services de base, de perdre des opportunités de travail décent dans le secteur public et de supporter une part disproportionnée des soins non rémunérés et du travail domestique qui augmentent lorsque les services publics sont défaillants.
- Les documents du FMI utilisaient régulièrement des **données douteuses et des comparaisons inappropriées entre pays** pour faire baisser les dépenses salariales du secteur public.
- **Le secret des discussions du FMI avec les ministères des finances est désormais une arme essentielle** dans la lutte pour préserver une idéologie défailante.

Ces résultats révèlent un état d'esprit profondément ancré, qui est irrationnellement anti-secteur public. La mise en œuvre de ces réductions de la masse salariale du secteur public est à la fois brutale et sans orientation. Elle trahit un parti pris contre le secteur public et s'inscrit dans le cadre plus large des politiques anti-sociales et de la lutte contre les syndicats. Ces mesures compromettent le respect des droits humains et la réalisation des ODD, et bloquent l'action contre le réchauffement climatique.

Mais les mouvements visant à repousser l'austérité se renforcent. Une réinvention radicale du secteur public et de sa main-d'œuvre est essentielle pour répondre aux multiples crises liées à la pandémie de Covid-19, du climat et des inégalités. Il est temps de reconnaître et d'agir sur les cycles positifs d'investissement dans les services publics, afin de construire des économies et des sociétés qui prennent soin à la fois des personnes et de la planète. Il est **temps pour le FMI et les ministères des finances de désavouer l'austérité et de donner la priorité au secteur public.**

1. INTRODUCTION

Austérité, “ajustement structurel”, “discipline économique”, “cadres budgétaires à moyen terme”, “restrictions financières” et “consolidation budgétaire”. Au cours des cinquante dernières années, le langage a peut-être changé, mais pas la signification : les coupes dans le secteur public. Qu’elle soit imposée de l’extérieur par le Fonds monétaire international (FMI) ou de l’intérieur par les ministères des finances qui ont internalisé la même idéologie néolibérale,² la politique d’austérité centrale qui a le plus d’impact sur les services publics est l’imposition de contraintes sur la masse salariale du secteur public. Cette politique est assortie de diverses justifications, mais elle a deux conséquences évidentes : le blocage du recrutement de nouveaux personnels enseignant, soignant et autres, même lorsqu’il y a de graves pénuries; et des limites strictes aux salaires déjà bas de la plupart des travailleurs.euses de la santé, de l’éducation et d’autres secteurs publics, ce qui compromet le recrutement et la rétention du personnel qualifié et compétent nécessaire pour assurer des services publics de qualité.

Il y a plus de 15 ans, ActionAid a documenté l’impact des plafonds de la masse salariale du secteur public imposés par le FMI comme condition explicite des prêts dans les pays à faible revenu, en démontrant comment ils bloquaient les progrès en matière d’éducation³ et de lutte contre le VIH/SIDA.⁴ Après trois ans de recherche, de plaidoyer et de pression collective avec d’autres alliés, le FMI a fait marche arrière en 2007 et a supprimé le plafonnement de la masse salariale du secteur public comme condition des prêts dans le monde entier.⁵ À l’époque, le conseil d’administration du FMI a déclaré qu’il *“se félicitait de la diminution de l’incidence de ces plafonds dans les programmes soutenus par le Fonds”* et espérait les supprimer *complètement*.⁶

Nos recherches d’avril 2020⁷ ont montré que le FMI avait fait marche arrière. Il a offert des conseils politiques coercitifs aux gouvernements pour réduire ou geler les salaires du secteur public dans 78 % des pays pour lesquels des données étaient disponibles - et ce chiffre est passé à 90 % lorsque nous avons réexaminé les données en octobre 2020, en examinant l’impact initial de la pandémie de Covid-19.⁸ La récente alerte mondiale à l’austérité suggère que 154 pays seront confrontés à l’austérité en 2021, et que ce chiffre passera à 159 pays en 2022.⁹ Les réductions de la masse salariale du secteur public sont signalées comme la mesure d’austérité susceptible de générer les résultats sociaux les plus négatifs.

Certains ministres des finances de pays à revenu faible ou intermédiaire n’ont guère besoin d’être persuadés par le FMI - ils ont intériorisé l’idéologie néolibérale et pensent déjà qu’il n’y a pas d’alternative. D’autres luttent pour obtenir le soutien nécessaire à la recherche d’autres solutions, ou acceptent que cela ne soit pas possible compte tenu des contraintes de l’ordre international actuel. Trop nombreux sont ceux qui partagent l’idée que l’État doit être *“déployé pour servir les marchés par le biais d’institutions, de normes et de lois qui protègent et facilitent les besoins du secteur privé au détriment du secteur public”*.¹⁰ On assiste trop souvent à une convergence des mentalités, qui conduit à une austérité plus rigoureuse et extrême que celle que nous avons connue depuis une génération. Cette situation pourrait être particulièrement toxique dans l’après-Covid et avoir un impact dévastateur sur notre capacité collective à faire face à des crises multiples.

Les conséquences sont claires. L’Organisation mondiale de la santé (OMS) estime qu’il manque 5,9 millions d’infirmier.e.s dans le monde,¹¹ dont près de 90 % dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Pour combler ces lacunes, il faut s’attaquer aux faibles rémunérations dans l’ensemble de la profession infirmière, où 90 % des effectifs sont des femmes.¹² Parallèlement, l’UNESCO estime qu’il faudra 69 millions d’enseignant.e.s supplémentaires au cours des dix prochaines années pour atteindre l’objectif de l’accès universel à l’enseignement primaire et secondaire d’ici à 2030.¹³

Lorsque les objectifs fondamentaux en matière d’éducation et de santé ne sont pas atteints, l’impact est ressenti de manière triple et plus aiguë par les femmes et les filles, qui sont plus susceptibles d’être exclues de l’accès aux services de base et de perdre des opportunités de travail décent dans le secteur public, et qui supportent une part disproportionnée des soins non rémunérés et du travail domestique qui augmentent lorsque les services publics échouent.¹⁴ Heureusement, après quarante ans de réduction et de compression, les partenaires impliqués repoussent le culte de l’austérité¹⁵ et réimaginent le rôle du secteur public pour un avenir plus solidaire, féministe, écologique et juste.¹⁶

Au cours de l’année écoulée, nous avons étudié de manière beaucoup plus détaillée les mesures prises par les ministères des finances et le FMI concernant les masses salariales du secteur public, en soutenant des activités de recherche et de plaidoyer intensives au niveau national dans dix pays, en examinant 69 documents du FMI relatifs à l’article IV¹⁷ et aux prêts accordés au cours des cinq dernières années dans 15 pays, en analysant la documentation du FMI et la documentation générale sur les masses salariales du secteur public, en discutant des questions clés avec des économistes chevronnés du FMI et d’autres personnes, et en recueillant des témoignages de travailleurs.euses du secteur public en première ligne avec l’aide de l’Internationale des services publics et de l’Internationale de l’éducation.¹⁸

2. L'ESPACE BUDGÉTAIRE ET LE MYTHE DU TEMPORAIRE

2.1 CES MESURES SONT-ELLES TEMPORAIRES ?

In our interviews with the IMF the main reason given for public sector wage bill containment was the need for 'fiscal consolidation.' We were consistently told that these measures were always temporary. Sadly, our findings suggest that public sector wage bill containment is often anything but temporary (see Table 1, page 6).

Notre examen des documents au titre de l'article IV et des prêts (2016-21) a révélé que l'ensemble des 15 pays ont **reçu une orientation pour réduire et/ou geler la masse salariale du secteur public pendant trois ans ou plus, et huit d'entre eux pendant une période de cinq ou six ans.**¹⁸ Si l'orientation budgétaire la plus récente du FMI est respectée, cela constituera une réduction de la masse salariale sur une période de 5 à 11 ans pour 12 des 13 pays pour lesquels une analyse est possible.¹⁹ Certaines de ces variations en points de pourcentage peuvent sembler mineures, mais elles ont des effets très réels et dommageables. Dans ces 15 pays seulement, les réductions recommandées par le FMI s'élèvent à près de 10 milliards de dollars US, ce qui équivaut à une réduction :

- 583 356 enseignant.e.s **et**
- 387 614 infirmiers et infirmières **et**
- 2.082.004 autres travailleurs.euses du secteur public.

Cela représente un total de plus de 3 millions de postes de travailleurs.euses du secteur public effectivement perdus dans seulement 15 pays, parce que le FMI a fixé un objectif de limitation de la masse salariale du secteur public. Ces conseils coercitifs ont des répercussions très réelles sur la vie des personnes, affectant la capacité des pays à fournir des services publics de base et à atteindre les objectifs de développement durable.

2.2 QUEL POURCENTAGE DU PIB DEVRAIT ÊTRE CONSACRÉ À LA MASSE SALARIALE DU SECTEUR PUBLIC ?

On pourrait penser que ces 15 pays ont des dépenses inhabituellement élevées pour la masse salariale du secteur public. En fait, seuls deux d'entre eux dépensent plus que la moyenne mondiale pour leur masse salariale dans le secteur public. Selon les derniers conseils du FMI, tous les pays se situent en dessous de la moyenne mondiale.

2.3 Des mesures ont-elles été prises pour accroître l'espace fiscal ?

Pour vérifier davantage l'argument du FMI selon lequel les contraintes sur la masse salariale du secteur public sont toujours temporaires, nous avons examiné s'il existait des preuves que les pays étaient soutenus pour élargir leur espace fiscal. Une action sur la fiscalité peut être essentielle pour éviter une spirale descendante. Le FMI a suggéré que la plupart des pays pourraient augmenter leur ratio impôts/PIB de 5 % d'ici la fin de la décennie.²⁰ Pourtant, dans cinq des 14 pays examinés,²¹ les ratios impôt/PIB ont baissé au cours de la période 2016-2018,²² et dans cinq autres, ils n'ont augmenté que très modestement.²³

Le FMI recommande également aux pays dont le taux d'imposition par rapport au PIB est faible de viser un seuil minimal de 15 %. Ce seuil est fondée sur des preuves indiquant que cela déclenche une trajectoire de croissance plus élevée et que les faibles taux d'imposition entraînent des niveaux de dépenses sociales insuffisants.²⁴ En 2018, huit des 14 pays que nous avons examinés se situaient en dessous de ce seuil,²⁵ et deux autres (Kenya et Sénégal) ne le dépassaient que légèrement. En d'autres termes, bien qu'ils se situent en dessous du ratio impôt/PIB minimum recommandé par le FMI lui-même, la majorité d'entre eux ont connu des niveaux d'impôt/PIB décroissants, stagnants et/ou inadéquats, tout en recevant une orientation claire et cohérente pour réduire ou geler les dépenses liées aux salaires du secteur public.

2.4 LES PAYS DONT LES REVENUS AUGMENTENT ONT-ILS ÉTÉ AUTORISÉS À DÉPENSER POUR LA MASSE SALARIALE ?

Une autre façon d'examiner ces données est de chercher à savoir si la masse salariale du secteur public a pu augmenter dans les pays qui progressent activement dans l'élargissement de l'espace budgétaire. Quatre des 14 pays que nous avons examinés avaient des ratios impôt/PIB supérieurs au seuil minimum de 15 % en 2018, et ont connu des augmentations importantes de l'impôt/PIB au cours de la période 2016-18.²⁶ Pourtant, dans les documents que nous avons examinés, il leur était toujours conseillé de réduire et/ou de geler la masse salariale de leur secteur public sur une période de trois à cinq ans entre 2016 et 2021.

Tableau 1. Conseils du FMI sur les masses salariales du secteur public à certains pays (2016-21) et implications pour le nombre de postes de travailleurs.euses du secteur public perdus en raison des réductions.

	Années conseillées pour GELER ou RÉDUIRE la masse salariale des emplois publics en % du PIB	Impact de la réalisation du dernier objectif à moyen terme sur la masse salariale des emplois publics (points de pourcentage) [Période de l'exercice financier]	Objectif Masse salariale du secteur public en % du PIB (%)	Pertes (en millions de dollars US) sur les dépenses de main-d'œuvre du secteur public	Nombre de postes d'enseignant.e.s perdus (20% des pertes) selon les critères de l'UNESCO	Nombre de postes d'infirmières perdus (15% des pertes) selon la déclaration d'Abuja	Nombre de postes d'autres travailleurs.euses du secteur public perdus (solde de 65%)
Bangladesh	3	Réduction de 0,2 % [exercice 16-25].	2.1	605.1	33,821	19,895	115,389
Nigeria	6	0.4 réduction [FY15-25]	2.2	1792.5	329,431	137,148	1,315,933
Népal	3	1,1 réduction [FY15-24]	2.9	376	18,066	37,388	34,877
Ouganda	4	0.1 réduction [FY16-25]	3.6	35.2	746	3,803	0
Kenya	6	1,4 réduction [FY14-24]	3.8	1337	51,230	45,101	159,820
Zimbabwe	5	11.1 coupes [FY15-23]	4.9	1879.5	49,289	40,649	156,511
Tanzanie	3	0.5 réduction [FY15-20]	5.3	305.7	12,222	7,283	41,614
Sénégal	5	Peu clair	6				
Sierra Leone	6	1,4 réduction [FY15-26]	6	57.7	1,664	1,746	4,912
Ghana	3	1,8 réduction [exercice 16-24].	6.9	1210.2	41,519	34,158	131,919
Malawi	4	Augmentation 1.2 [FY16-23]	7.5				
Zambie	3	1.0 réduction [FY16-24]	7.7	279.7	12,060	15,356	32,882
Liberia	6	5.0 réduction [FY15-25]	7.8	153.5	5,756	5,727	17,299
Vietnam	6	Peu clair	8.9				
Brésil	5	0,1 réduction (fédéral FY16-25)	4.0	1877.8	27,552	39,360	70,848
				9,909.9	583,356	387,614	2,082,004

Source - analyse des données des documents du FMI par Emma Seery, tableau plus complet et détaillé disponible ICI. Équivalents en US\$ et postes de travailleurs.euses du secteur public par Howard Reed (tableau plus complet ICI)

Quelle que soit la façon dont on examine les données, le discours du FMI ne fonctionne pas. Ces réductions et gels des effectifs du secteur public ne sont pas fondés sur un manque de marge de manœuvre budgétaire si les pays dont les recettes sont en hausse sont toujours contraints de procéder à des coupes.²⁷ Ces mesures ne sont pas temporaires puisqu'elles constituent la recommandation par défaut d'année en année. Les pays qui se situent bien en deçà des moyennes mondiales ou régionales en matière de dépenses salariales dans le secteur public sont toujours contraints de réduire davantage leurs dépenses. Et pour les pays à qui l'on conseille de réduire leurs dépenses, rien ne prouve que des mesures soient prises pour accroître les recettes fiscales ou pour élargir la marge de manœuvre budgétaire, même lorsque cela est clairement possible.²⁸ Il n'y a pas de logique, de raisonnement ou de preuves claires pour justifier le recours systématique aux contraintes salariales dans le secteur public... alors pourquoi sont-elles encore si répandues ?

3. DONNÉES DOUTEUSES ET COMPARAISONS INIQUES

3.1 COMPARAISONS ENTRE PAYS

Le FMI ne dispose d'aucune analyse d'un niveau acceptable de dépenses pour la main-d'œuvre du secteur public en pourcentage du PIB - ni même d'une fourchette adaptée aux différents contextes nationaux ou régionaux - pour lui permettre de recommander des réductions. Le Zimbabwe, dont la masse salariale représente 17,1% du PIB, s'est vu conseiller de réduire ses dépenses, tout comme le Liberia (10,1%), la Zambie (9,1%), le Ghana (8,7%), le Malawi (7,7%), le Sénégal (6,5%), la Tanzanie (5,4%), le Brésil (4,6%), le Kenya (4,4%), le Népal (3,7%), l'Ouganda (3,5%)

et même le Nigeria, qui ne consacre que 1,9% de son PIB aux travailleurs.euses du secteur public. Il s'agit d'énormes variations, et pourtant le conseil est systématiquement de continuer à baisser les salaires.

Dans notre examen des documents du FMI, nous avons trouvé peu d'exemples de pays à qui l'on proposait une comparaison avec les moyennes régionales ou mondiales pour les dépenses de la masse salariale. Nous avons plutôt rencontré plusieurs cas de comparaisons de pays assez aléatoires, qui avaient toujours pour effet de faire apparaître le pays concerné comme une aberration.²⁹ L'exemple le plus scandaleux est le document de l'article IV 2020 pour le Viêt Nam (publié en 2021), qui compare la masse salariale du Viêt Nam en pourcentage du PIB aux "pays en développement à faible revenu", montrant que le Viêt Nam se situe bien au-dessus de la moyenne, aux alentours du 90e percentile de la fourchette. Mais le Vietnam est un pays à revenu intermédiaire, donc cette comparaison n'est pas pertinente... et très orientée.

3.2 LA PRIME SALARIALE DU SECTEUR PUBLIC

Les documents de politique générale du FMI suggèrent systématiquement que le problème se pose lorsque les salaires du secteur public sont plus élevés que ceux du secteur privé. La "prime salariale publique" est censée "fausser" le marché du travail, et les rapports au titre de l'article IV conseillent régulièrement aux pays de procéder à des comparaisons entre les salaires du secteur public et ceux du secteur privé. Ces comparaisons ont souvent pour effet de justifier des réductions de salaire effectives - ou des augmentations de salaire inférieures à l'inflation - pour les travailleurs.euses du secteur public. La logique de cette approche ne semble pas être remise en question par le FMI ou la plupart des ministères des finances, et pourtant, elle présente de nombreuses difficultés. Quelles sont les équivalences utilisées et comment effectuer une comparaison efficace ? Comment prendre en compte la formation, le développement professionnel, les heures et les conditions de travail, les types de contrat, les avantages, les primes et les prestations ?

Une dimension intéressante de cette comparaison est que la prime salariale publique est souvent plus élevée pour les femmes et les emplois peu qualifiés que pour les hommes et les emplois hautement qualifiés. Cela reflète le fait que les femmes ont plus de chances d'obtenir un travail et un salaire décent dans le secteur public, et que le secteur privé semble exploiter les femmes et les travailleurs.euses peu qualifiés. L'écart de rémunération entre les genres est de dix points de pourcentage inférieur dans le secteur public que dans le secteur privé formel.³⁰ L'effet de ces comparaisons est donc inévitablement ressenti de manière plus aiguë par les femmes travaillant en première ligne dans le secteur public, qui sont susceptibles d'être les premières à subir des réductions de salaire.

L'utilisation du terme émotionnel "distorsion" mérite une analyse plus approfondie. Il est couramment suggéré que les salaires du secteur privé sont "faussés" par les salaires modérément plus élevés du secteur public. Pourtant, peu d'attention est accordée à la valeur du travail effectué, ou aux avantages relatifs d'une stratégie de croissance à faible niveau de compétences/salaires ou à niveau élevé de compétences/salaires pour les pays en développement, ou encore à la nécessité d'augmenter les salaires pour recruter et retenir les rares travailleurs.euses qualifié.e.s. Des salaires plus élevés dans le secteur public peuvent en fait servir à tirer vers le haut le salaire minimum et les conditions de travail des salarié.e.s du secteur privé, ce qui pourrait être présenté comme un "effet de phare". Malheureusement, c'est la perception inverse qui prédomine dans les conseils prodigués au titre de l'article IV, créant ainsi une pression pour réduire les salaires du secteur public.

3.3 DONNÉES MANQUANTES : COMBIEN DE TRAVAILLEURS.EUSES DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION SONT NÉCESSAIRES ?

Les réductions ou les gels de la masse salariale du secteur public auront un impact sur les salaires de la main-d'œuvre existante, et peut-être de manière encore plus dramatique sur les perspectives de recrutement de nouveaux travailleurs.euses du secteur public dans un pays. De nombreux pays connaissent une pénurie dramatique de postes de travailleurs.euses, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, surtout compte tenu des besoins accrus pour faire face à la pandémie de Covid-19. Lors de nos discussions, le FMI a toujours insisté sur son "analyse granulaire" de chaque service public avant de formuler ses recommandations, mais cette analyse nationale n'est jamais publiée et il est difficile de savoir quelles données sont utilisées pour étayer ses décisions. En raison de ce manque de transparence, il est difficile pour la société civile nationale de contester les décisions et de demander des comptes au gouvernement.

Le FMI ne semble pas demander l'avis d'institutions spécialisées telles que l'OMS, l'UNESCO ou ONU Femmes lorsqu'il s'agit de déterminer les pénuries de postes de travailleurs.euses de la santé ou de l'éducation, les impacts générés ou quoi que ce soit d'autre, et il n'y a aucune référence à ces institutions dans les documents publiés.³¹ Dans l'ensemble, il semble qu'il y ait peu d'efforts systématiques pour déterminer les pénuries éventuelles, malgré le fait que les contraintes de la masse salariale ont un impact dramatique sur les efforts pour y remédier.



Rajkumari Chaudhary est une agente de police de 23 ans dans le district de Doti au Népal. Les femmes policières peuvent jouer un rôle transformateur, mais changer le profil traditionnel des fonctionnaires travaillant dans différents services s'avère un défi lorsque l'on gèle les nouveaux recrutements.
PHOTO: ACTIONAID

4. IMPACTS ESCOMPTÉS ET INATTENDUS

4.1 CRÉER UN ESPACE FISCAL POUR LE “DÉVELOPPEMENT” ?

Un message commun à tous les documents examinés est la nécessité de réduire les dépenses récurrentes de la masse salariale du secteur public afin de libérer des fonds pour investir en capital dans les services publics. En substance, cela reflète un mantra absurde et circulaire : les pays devraient réduire leurs dépenses en matière de services publics afin d'augmenter leurs dépenses en matière de services publics !

C'est évidemment illogique. L'investissement dans la masse salariale du secteur public est une dépense sociale, et dans de nombreux cas, c'est la dépense la plus importante dans les secteurs prioritaires pour le développement - même selon les propres termes du FMI. La suggestion selon laquelle il faut réduire les dépenses pour les enseignant.e.s afin d'améliorer l'investissement pour l'éducation n'a aucun sens. Il est prouvé que rien n'est plus important pour un apprentissage de qualité qu'un.e enseignant.e qualifié.e, et les salaires des enseignant.e.s représentent souvent 90% du budget de l'éducation. Les enseignant.e.s sont au cœur des dépenses sociales nécessaires à l'éducation.

4.2 FAIRE PROGRESSER LE FONDAMENTALISME EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES

La logique du FMI et de trop nombreux ministères des finances privilégie les *biens* par rapport aux *personnes*, les investissements ponctuels par rapport aux coûts récurrents. Cela reflète une croyance selon laquelle le véritable développement consiste à construire quelque chose de matériel. Les investissements en capital sont des dépenses sociales. Cet attachement profond à l'infrastructure physique au détriment des personnes est le fondamentalisme qui contribue à la compression sans fin de la masse salariale du secteur public. Et cela est profondément lié au genre, puisque les femmes constituent la majorité des travailleuses dans les secteurs sociaux des services publics, alors que les hommes dominent largement dans la construction.

Dans très peu de cas, les références à l'infrastructure incluent des lits d'hôpitaux ou des bâtiments scolaires, voire des dépenses d'investissement significatives pour la santé ou l'éducation. Outre les contraintes liées à la masse salariale, le résultat est une double peine pour la santé et l'éducation : moins d'argent pour le personnel et très peu de moyens pour augmenter les dépenses d'investissement.

Heureusement, il existe des signes encourageants d'une alternative, par exemple au Sénégal, où le gouvernement a défini l'"investissement public" comme incluant les dépenses pour les salaires et les traitements du personnel de première ligne dans l'éducation et la santé, les considérant comme faisant partie de l'infrastructure de base du pays à protéger même en cas de récession.

4.3 OUVERTURE VERS LE SECTEUR PRIVÉ ET TARIFICATION DES SERVICES PUBLICS

Tout en comprimant le secteur public, le FMI (ainsi que la Banque mondiale) reste convaincu que l'Afrique en particulier *"doit mobiliser davantage de financements en provenance et à destination du secteur privé"*.³² Bien que certains membres du FMI s'inquiètent de la privatisation, les conseils au niveau national semblent cohérents : le secteur public est le problème et un engagement accru vers le secteur privé est la solution. Il semble s'agir d'un état d'esprit profondément ancré au sein du FMI, comme nous l'avons constaté lors d'un de nos appels avec un économiste principal du FMI qui a déclaré : **"Le secteur public ne devrait fournir des services que là où le secteur privé ne peut pas faire de bénéfices"**.³³

4.4 DÉMANTELER LES SYNDICATS

Il y a eu un nivellement par le bas en matière de droits du travail, et la réduction de la force de travail est en corrélation avec une part plus faible du revenu national pour les travailleurs.euses et une inégalité croissante des revenus. Même le FMI reconnaît que *"le déclin de la syndicalisation au cours des dernières décennies a favorisé l'augmentation des revenus au sommet"*.³⁴ La limitation de la masse salariale du secteur public a pour effet de permettre au gouvernement de résister aux revendications des travailleurs.euses, ce qui est d'autant plus facile qu'il peut rejeter la faute sur une force extérieure - le FMI. Les syndicats et les protestations sont présentés par le FMI comme l'obstacle plutôt que le baromètre de ce qui est acceptable pour imposer des réductions. Dans plusieurs rapports au titre de l'article IV, le ton des déclarations suggère que la pression syndicale ou les manifestations de rue étaient des interruptions gênantes dans l'application d'une politique "saine". Il n'est pas difficile de suggérer qu'une partie du sous-entendu des contraintes salariales dans le secteur public consiste à diminuer activement le pouvoir du mouvement syndical.

4.5 COUPER AVEC LES OUTILS LES PLUS ÉMOUSSÉS

Un plafonnement, une réduction ou un gel généralisé de la masse salariale globale du secteur public peut déclencher un large éventail d'actions de la part des gouvernements, dont certaines sont en contradiction avec ce que le FMI souhaite précisément. C'est un outil brutal qui peut créer toutes sortes de pressions et de distorsions involontaires, qui conduit à des comportements incohérents et qui ne devrait pas avoir sa place dans la planification ou la réflexion des ministères des finances ou du FMI. Il ne s'agit pas en fait d'une politique significative, mais plutôt de la trahison et de l'illustration d'un état d'esprit, d'une idéologie, d'un parti pris et de préjugés profonds et injustifiés.

Comme c'est le cas pour tous les préjugés, cela génère une idée fautive dans l'esprit des gens : dans ce cas, des bureaucrates surpayés assis à leur bureau et créant des réglementations inutiles. Parfois, des réformes et des améliorations sont bien sûr nécessaires,³⁵ mais il y a lieu de réévaluer nos préjugés à l'égard des bureaucrates.³⁶ La coordination et l'administration sont cruciales pour le fonctionnement efficace de tout service. Une préparation efficace aux catastrophes et une planification des urgences sanitaires sont difficiles à justifier lorsque les budgets sont sous pression, et trop souvent, lorsque les moyens des administrations sont comprimés par l'austérité, des carences apparaissent et sont profondément regrettées - comme dans le cas de Covid-19.³⁷ La réponse à la crise climatique nécessitera une planification méticuleuse et une transformation des services publics, qui dépendront d'un personnel de soutien compétent et engagé.³⁸

La capacité à réguler les marchés pour s'assurer qu'ils sont efficaces plutôt qu'exploitants ou extracteurs repose sur une capacité gouvernementale forte et responsable. L'externalisation de la politique vers le secteur privé est une recette pour miner la démocratie. L'administrateur fiscal dans un bureau gouvernemental est peut-être considéré comme l'incarnation même du bureaucrate. Pourtant, le montant des recettes fiscales collectées par les gouvernements nationaux est étroitement lié à leurs investissements dans l'administration fiscale.³⁹

4.6 SAPER LES ODD ET LES DROITS DES FEMMES

Les principaux économistes du FMI nous ont signalé que, dans la plupart des cas, le personnel de la santé et de l'éducation était spécifiquement exempté de toute réduction. Mais, dans les documents de dix des quinze pays⁴⁰ où le FMI a conseillé de réduire ou de geler les salaires et/ou le recrutement des travailleurs.euses du secteur public, nous n'avons trouvé **aucun** texte d'accompagnement précisant les exemptions ou la protection des travailleurs.euses de la santé et de l'éducation. Même lorsque des exemptions sont prévues, la recommandation de "protection" contre les réductions peut être interprétée comme un "gel" des salaires ou des recrutements. En pratique, il est difficile d'imposer et de mettre en œuvre des contraintes sur la masse salariale globale lorsque les groupes les plus importants de cette masse salariale (les travailleurs.euses de la santé et de l'éducation) sont exemptés.

Si ces "bon.ne.s" travailleurs.euses (qui représentent entre un tiers et la moitié de l'ensemble des travailleurs.euses du secteur public) doivent être "protégé.e.s", les réductions devront être plus importantes dans d'autres secteurs "moins essentiels". Mais qui sont exactement les travailleurs.euses du secteur public non essentiels qui devraient être visé.e.s par les réductions?⁴¹ Les travailleurs.euses du secteur des administrations locales, municipales ou régionales qui assurent le logement, le ramassage des ordures, les services environnementaux, les agents de vulgarisation agricole, les pompiers et les transports publics ? Ou les agents du gouvernement national qui coordonnent les prestations, réglementent les marchés, planifient la transition vers le changement climatique, fournissent des ressources au système judiciaire et élaborent des politiques ? Ou encore celles et ceux qui travaillent à la prévention ou à la lutte contre la violence fondée sur le genre ou qui s'occupent des personnes handicapées, des personnes âgées ou des enfants d'âge préscolaire ?

À l'heure actuelle, rien n'oblige le FMI ou les ministères des finances à documenter l'impact de ces politiques - qu'il soit voulu ou non - ou à réaliser une évaluation d'impact ex ante. Cela ne serait pas difficile à faire. L'action logique serait de prendre comme point de départ les obligations en matière de droits humains ou les ODD et leurs cibles et indicateurs associés. L'impact des gels de la masse salariale sur la progression vers ces objectifs pourrait être projeté (ex ante) et analysé rétrospectivement (ex post), mais à ce jour, cela ne se produit pas.

Le FMI a identifié l'égalité des genres comme une question macro-critique, ce qui signifie qu'elle doit figurer en bonne place dans l'agenda. La note du FMI sur l'opérationnalisation de l'égalité hommes-femmes dans le travail national⁴² préconise que *"les équipes nationales doivent également réfléchir à l'impact des autres politiques macroéconomiques sur l'égalité hommes-femmes. Par exemple, les coupes budgétaires dans les subventions et les programmes sociaux, les réductions de la masse salariale du secteur public..."*. Malheureusement, nous n'avons trouvé aucune preuve d'une analyse de l'impact sur le genre des restrictions de la masse salariale du secteur public, et rien n'indique que le FMI recherche des alternatives ou propose des mesures d'atténuation.

4.7 SAPER L'ACTION CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Notre analyse des contraintes liées à la masse salariale du secteur public a également montré leur impact sur l'action climatique. Dans certains cas (en fonction de la comptabilité nationale ou des méthodes statistiques), l'un des moyens les plus faciles pour un pays de réduire la masse salariale de son secteur public est de privatiser les entreprises publiques. De nombreux pays en développement conservent une participation importante dans les industries des combustibles fossiles (pétrole, gaz et charbon) et considèrent que l'énergie est un secteur où la nationalisation est judicieuse. La crise climatique nous oblige à laisser la plupart de ces ressources dans le sol, ce qui signifie que les gouvernements devront faire des choix très difficiles, en équilibrant de multiples intérêts, dans les années à venir. Les gouvernements sont presque certainement les mieux placés pour prendre de telles décisions dans l'intérêt à long terme, plutôt que les multinationales dont la préoccupation première sera toujours de maximiser les profits à court et moyen terme.

5. UNE IDÉOLOGIE EN PERTE DE VITESSE

L'utilisation des contraintes de la masse salariale globale du secteur public par le FMI et les ministères des finances est brutale et inefficace. Aucune base factuelle crédible permettant d'établir le pourcentage du PIB à consacrer à la masse salariale du secteur public n'a été présentée, mais les pays sont constamment et sans cesse incités à réduire leurs dépenses, même lorsque leur masse salariale est bien inférieure aux moyennes mondiales et régionales. Les conséquences voulues des coupes ou des gels sont très discutables, et les conséquences involontaires sont alarmantes, faisant reculer les progrès en matière d'égalité des genres, d'ODD et de droits humains, voire sapant l'action contre la crise climatique. Alors pourquoi cela fait-il encore partie de la routine des accords conclus par les ministères des finances et le FMI à huis clos ?

Tout réside dans le fait que les portes restent fermées pendant les discussions. Il ne s'agit pas de dialogues transparents ouverts au public ou même au contrôle parlementaire. Ce sont des discussions entre un cadre de personnes privilégiées, qui ont souvent fréquenté les mêmes universités, ont les mêmes trajectoires de carrière, et ont rarement fait l'expérience des coupes qu'ils promeuvent. Dans le monde de l'économie au sens large, la réflexion se diversifie, car les gens réagissent à la série de crises financières qui ont mis en évidence les failles fondamentales du système mondial actuel. Mais cela ne filtre pas jusqu'au FMI et à ses équipes en contact avec les pays, ni à travers les portes fermées des couloirs du pouvoir financier dans la plupart des pays.

Que nous l'appelions culte de l'austérité ou culte du néolibéralisme, il est en perte de vitesse. C'est un système en décomposition qui ne peut pas résister aux chocs (et il y en a d'autres à venir). Il a aidé les nantis à s'enrichir (même

pendant la période Covid-19) et précarisé les plus pauvres, le capital augmentant et la main-d'œuvre gagnant de moins en moins. Les fondements académiques et intellectuels sont tombés.

Le secret est désormais une arme dans la lutte pour préserver cette idéologie défailante. Tous les documents du "FMI" cités sont censés être rédigés conjointement par le FMI et les ministères des finances. Rares sont publiées les sources de données utilisées par le FMI et la plupart des références fournies sont internes – faisant référence à ses propres documents. Si ces documents étaient présentés en pleine lumière, la plupart des gouvernements et des parlements, ainsi que la majorité du public, trouveraient des raisons de les contester.

Mais le secret sert un autre objectif. Il permet aux gouvernements de blâmer le FMI et au FMI de blâmer les gouvernements. C'est une mascarade confortable de déni plausible. Les politiques problématiques peuvent être imputées à l'autre partie, sans que personne ne s'en aperçoive. Ce sont les signes d'une idéologie ou d'un culte en voie de disparition. Mais il s'agit toujours d'un culte au pouvoir immense, et les cultes sur le déclin peuvent faire d'immenses dégâts.

Nous avons besoin que les citoyens du Sud et du Nord globaux s'opposent à l'austérité. Le public en tant que peuple - qui se lève pour demander à ses gouvernements de résister à cette idéologie moribonde avant qu'elle ne fasse plus de dégâts - et le secteur public (par opposition au secteur privé), forment le rempart contre l'austérité et la privatisation, qui a tout juste survécu à quarante ans d'attaques. Nous avons besoin que ces deux éléments se réunissent pour réimaginer et réinventer un avenir avec des augmentations spectaculaires et durables des investissements dans les services publics, qui sont à leur tour responsables devant le public et lui font confiance grâce à un contrat social renforcé.

6. ALLER DE L'AVANT : LE MOMENT EST VENU

L'approche orthodoxe de l'austérité poursuivie par le FMI et de trop nombreux ministères des finances vise soi-disant à promouvoir les objectifs étroits de stabilité et de croissance globale. Mais dans la pratique, elle limite activement la marge de manœuvre budgétaire et bloque les investissements publics dans les services publics et leurs effectifs, à court et à long terme. Les principales responsabilités publiques en matière de santé, d'éducation, de protection sociale et d'autres services sont transférées aux ménages (ce qui ajoute à la disproportion des soins non rémunérés et du travail domestique des femmes) ou au secteur privé (pour l'extraction de bénéfices).⁴³ Le néolibéralisme a été survendu pendant quarante ans et a étouffé la croissance et le développement qu'il était censé valoriser.⁴⁴ Il est temps de procéder à une refonte fondamentale, à un changement de système axé sur la justice économique.

Le monde est confronté à une série de crises interdépendantes, et la réponse à ces crises exigera un bouleversement complet de l'activité « habituelle » - ou du moins de l'activité telle qu'elle s'est déroulée au cours des quatre dernières décennies. Quarante ans de néolibéralisme ont contribué à créer ou à exacerber les crises auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés - Covid-19, le climat, l'inégalité et l'inéquité. Le moment est venu de réexaminer le rôle essentiel de redistribution des États. Au cœur de ce processus doit se trouver une ré-invention fondamentale des services publics - financés et fournis par l'État, universels et sensibles à la dimension de genre.⁴⁵ L'investissement dans les services publics et dans la main-d'œuvre du secteur public est au cœur de toute vision progressiste d'une transition juste, d'une reconstruction (ou d'une avancée) meilleure.⁴⁶

Nous avons l'occasion de construire des sociétés et des économies plus solidaires et plus égalitaires, des économies qui peuvent réellement prendre soin des personnes et de la planète. Comme la société civile, les activistes, les syndicats et les économistes féministes du Sud le soulignent depuis des décennies, la bataille des idées devra être gagnée dans chaque pays, par des personnes incitant leurs gouvernements à dépasser les pensées dogmatiques et les tractations secrètes, et à s'ouvrir à des alternatives féministes, justes et vertes.

Il y a longtemps que l'on ne parle plus des cycles positifs de l'investissement dans les services publics. Lorsque les gouvernements créent un emploi dans le secteur public, cela permet souvent à une personne de s'affranchir de la sécurité sociale et de réduire la facture sociale. C'est souvent le secteur public qui fournit les stages et les apprentissages qui alimentent une filière de travailleurs.euses qualifié.e.s pour le secteur privé. Chaque travailleur.euse du secteur public paie des impôts, contribuant ainsi à un pourcentage significatif de son salaire. Chaque extension d'un service public réduit la charge des soins non rémunérés et du travail domestique qui, autrement, incombe injustement et principalement aux femmes. Une main-d'œuvre en meilleure santé et mieux éduquée est globalement plus productive, ce qui accroît le développement économique et le bien-être. Les images négatives, les préjugés et les cercles vicieux du passé doivent faire place au cercle vertueux déclenché par une attitude positive à l'égard de l'investissement dans les travailleurs.euses du secteur public, essentiel pour garantir des services publics de qualité.⁴⁷

Au-delà de la reconstruction des services publics existants et de l'extension de la participation de l'État à de nouveaux domaines tels que l'aide sociale, il est nécessaire de réimaginer les services publics, notamment pour les rendre plus sensibles aux questions de genre⁴⁸ et plus responsables. La responsabilité traditionnelle des services publics vers le haut - le contrôle professionnel et démocratique des services locaux par les autorités de district, régionales et nationales - reste importante, bien que les coupes budgétaires aient souvent dépouillé et sapé les niveaux intermédiaires cruciaux ces dernières années. Mais il convient également de mettre à nouveau l'accent sur la responsabilité à la base vis-à-vis du public - les usager.e.s des services publics. Il s'agit de construire des partenariats public-public efficaces, en équilibrant les responsabilités ascendantes et descendantes et en accordant une valeur égale aux usager.e.s des services publics et à la main-d'œuvre du secteur public.

RECOMMANDATIONS

Les gouvernements, les ministères des finances et le FMI doivent aller au-delà de leur rhétorique et montrer un réel changement dans la pratique :

- **Cesser de poursuivre les politiques d'austérité** face aux crises financières, sanitaires, inégalitaires et climatiques, étant donné que l'on sait que cela prolongera la récession économique et sapera la reprise économique.⁴⁹
- **Reconnaître la contribution du secteur public à la croissance économique et au développement**, y compris l'impact sur le travail de soin non rémunéré et l'égalité des genres.
- Fixer des **objectifs ambitieux pour les réformes fiscales progressives**, en utilisant des impôts progressifs, en particulier sur la richesse et les sociétés, pour augmenter les taux d'imposition par rapport au PIB d'au moins 5 % d'ici 2030.
- **Soutenir des programmes plus ambitieux d'annulation et de rééchelonnement de la dette, et aider les gouvernements à restructurer leurs dettes** afin qu'ils puissent donner la priorité aux investissements dans des services publics de qualité.
- **Fixer des objectifs ambitieux pour augmenter la masse salariale du secteur public d'année en année** afin de redynamiser les services publics après des décennies de déclin.
- Reconnaître que **la main-d'œuvre du secteur public fait partie de l'infrastructure nationale de base** qui doit être protégée et consolidée, même (ou surtout) au plus fort de la récession.
- Reconnaître la nécessité d'une augmentation significative **des effectifs du secteur public pour répondre à la crise climatique et soutenir une transition juste**.
- **Engager le dialogue social et la négociation collective avec les syndicats** pour fixer des salaires justes et égaux entre les genres dans le secteur public.
- **S'orienter vers une planification économique à long terme** qui vise le bien-être et pas seulement la croissance du PIB, et qui tienne compte de manière significative des retours sur investissement prévus à long terme.
- Rechercher activement et mettre en œuvre des **politiques macroéconomiques alternatives**, en s'appuyant sur les travaux de la CNUCED,⁵⁰ de l'Organisation internationale du travail,⁵¹ des macroéconomistes féministes et autres.⁵²
- Accroître la **transparence et la responsabilité** dans toutes les discussions économiques nationales, que ce soit avec le FMI ou tout autre acteur mondial. Publier toutes les données et sources et étendre la participation des parlementaires et du public.

Le FMI devrait notamment :

- Réaliser une **évaluation de l'impact sur les droits humains et les questions de genre** de toute politique ayant un impact sur la main-d'œuvre du secteur public.
- Mener un examen spécifique du **Bureau indépendant d'évaluation** sur l'utilisation par le FMI des contraintes liées à la masse salariale du secteur public et son positionnement plus large sur le secteur public.
- Réexaminer le récent **examen de la surveillance globale** du FMI et veiller à ce que les orientations des services du FMI reprennent les idées et les recommandations de ce rapport.
- Améliorer le statut de la note du FMI sur l'opérationnalisation de la dimension de genre dans les travaux nationaux afin de **rendre obligatoire l'analyse de l'impact généré des contraintes sur la masse salariale du secteur public** (et d'autres politiques).
- Veiller à ce que tous les **mécanismes mondiaux** (par exemple, les droits de tirage spéciaux,⁵³ les taxes sur le carbone, les pertes et dommages, les accords sur la dette) reconnaissent spécifiquement l'importance stratégique des investissements dans la main-d'œuvre du secteur public.

Le public, la société civile et les mouvements sociaux devraient :

- **Être prêts à protester et à faire pression sur les gouvernements** chaque fois que le culte de l'austérité fait son apparition.
- Renforcer les **mouvements à large assise pour condamner le culte de l'austérité et promouvoir des alternatives**.
- Rassembler les connaissances et **construire un consensus public plus audacieux sur les alternatives économiques au néolibéralisme**.
- **Travailler ensemble pour ré-inventer avec audace le secteur public** en tant que moteur du développement durable dans les limites de la planète.

REFERENCES

- <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2016/06/ostry.htm>
- La logique néolibérale sous-jacente de la recherche agressive de profits qui met les besoins humains et sociaux au service des bénéficiaires du capital.* Une définition et une compréhension utiles du néolibéralisme se trouvent dans : Feminist critiques, policy alternatives and calls for systemic change to an economy in crisis Par Natalie Raaber et Diana Aguiar Association for Women's Rights in Development (AWID 2012) https://editorialexpress.com/cgi-bin/conference/download.cgi?db_name=IAFFE2011&paper_id=262
- Voir par exemple *Confronting the Contradictions : the IMF, Wage Bill Caps and the Case for Teachers*, ActionAid 2007 : <https://actionaid.org/publications/2007/confronting-contradictions>.
- Voir par exemple *Changing Course : Alternative Approaches to Achieve the MDGs and Fight HIV&AIDS*, ActionAid 2005 <https://www.internationalbudget.org/wp-content/uploads/Changing-Course-Alternative-Approaches-to-Achieve-the-Millennium-Development-Goals-and-Fight-HIV-AIDS.pdf>
- FMI. Public Information Notice #07/83 : IMF Executive Board Discusses Operational Implications of Aid Inflows for IMF Advice and Program Design in Low-Income Countries. 19 juillet 2007. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2015/09/28/04/53/pn0783>.
- ibid
- Who Cares for the Future : financer des services publics sensibles au genre. ActionAid avril 2020 [s'occupe de l'avenir ?](https://www.actionaid.org/fr/fr/who-cares-for-the-future)
- La pandémie et le secteur public, ActionAid Octobre 2020 [La pandémie et le secteur public](https://www.actionaid.org/fr/fr/la-pandemie-et-le-secteur-public)
- Alerte à l'austérité mondiale., Ortiz et Cummings, avril 2021 <https://policydialogue.org/files/publications/papers/Global-Austerity-Alert-Ortiz-Cummins-2021-final.pdf>
- Citation de Bhumika Muchhala *COVID-19 révèle tout : La crise sanitaire et économique entrelacée appelle des réponses urgentes, une réforme systémique et une refonte idéologique de l'architecture financière internationale.* Third World Network. Récupéré le 3 septembre 2021 de : <https://twn.my/title2/resurgence/2020/343-344/cover02.htm>
- Situation des soins infirmiers dans le monde, OMS 2020 - <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/331673/9789240003293-eng.pdf>
- Situation des soins infirmiers dans le monde, OMS 2020 - page 10 <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/331673/9789240003293-eng.pdf>
- Institut des statistiques de l'UNESCO 2016 <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/fs39-the-world-needs-almost-69-million-new-teachers-to-reach-the-2030-education-goals-2016-en.pdf>
- Voir Who Cares for the Future, ActionAid 2020, pages 3-30. [Qui se soucie de l'avenir](https://www.actionaid.org/fr/fr/who-cares-for-the-future)
- 500n organisations ont signé une déclaration condamnant l'utilisation de l'austérité par le FMI en octobre 2020 https://www.eurodad.org/over_500_organisations_cal_on_imf_to_stop_promoting_austerity_coronavirus
- Voir, par exemple, le rassemblement des rapporteurs spéciaux de l'ONU appelant à "Enough is Enough" en 2020 <https://www.gi-escr.org/latest-news/enough-is-enough-privatisation-and-public-services-a-well-attended-conversation-with-current-and-former-un-special-rapporteurs>.
- Les rapports au titre de l'article IV sont les évaluations annuelles de "surveillance" des économies nationales prévues par les statuts du FMI. Ces rapports publiés sont largement consultés par les investisseurs internationaux et les autres gouvernements qui s'en inspirent pour prendre leurs propres décisions en matière d'investissement et d'aide. Les conseils donnés dans ces rapports peuvent avoir un puissant effet coercitif.
- Ces 8 pays sont : Kenya, Liberia, Nigeria, Sierra Leone, Vietnam (conseil de réduire et/ou geler sur 6 ans), Brésil, Sénégal et Zimbabwe (conseil de réduire et/ou geler sur 5 ans).
- Cette analyse n'a pas été possible pour le Sénégal et le Vietnam, car les tableaux budgétaires n'incluaient pas de chiffres réels cohérents pour la masse salariale du secteur public auxquels comparer les orientations budgétaires les plus récentes.
- Politique budgétaire et développement : Investissements humains, sociaux et physiques pour les ODD, FMI 2019 - <https://blogs.imf.org/2019/01/31/mind-the-gap-in-sdg-financing/>
- Les données pour le Nigeria étaient trop peu fiables pour être incluses dans l'analyse.
- Il s'agit de : Bangladesh, Kenya, Liberia, Sénégal et Zimbabwe.
- Ce sont : Ghana, Sierra Leone, Tanzanie, Ouganda et Vietnam.
- Voir par exemple : FMI (2018). *Finance et développement (vol 55 numéro 4 : décembre 2018). Créer un espace budgétaire.* D Coady. <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/022/0055/004/article-A007-en.xml> FMI (2016). Document de travail du FMI. Capacité fiscale et croissance : y a-t-il un point de basculement ? (décembre 2016) <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/Tax-Capacity-and-Growth-Is-there-a-Tipping-Point-44436>
- Il s'agit de : Bangladesh, Ghana, Liberia, Sierra Leone, Tanzanie, Ouganda, Vietnam et Zimbabwe.
- Malawi, Népal, Zambie et Brésil.
- À moins, bien sûr, que toutes les augmentations de revenus soient absorbées par l'augmentation des remboursements de la dette - ce qui ne semble pas être le cas - bien qu'il soit clair que de nouvelles mesures pour résoudre la crise de la dette sont nécessaires dans de nombreux pays (voir l'encadré 19 du rapport principal).
- Voir l'encadré 16 du rapport principal, qui présente 8 mesures différentes pour accroître la marge de manœuvre budgétaire.
- La seule exception est l'article IV 2019 du Zimbabwe qui utilise la comparaison avec d'autres pays pour montrer les progrès réalisés dans la réduction de la masse salariale. Il montre que la masse salariale du secteur public est passée d'un niveau supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne en 2018 à un niveau inférieur en 2019.
- Le salaire moyen des femmes représente 86% du salaire des hommes dans le secteur public, contre 76% du salaire des hommes dans le secteur privé formel. <https://blogs.worldbank.org/governance/five-facts-about-gender-equality-public-sector>.
- Le FMI semble beaucoup plus enclin à se tourner vers son organisation sœur, la Banque mondiale, pour obtenir des données et des conseils - où une idéologie partagée signifie que les informations fournies sont plus facilement alignées. Il semble s'agir d'un cas de ce que l'on pourrait appeler un biais de confirmation structurel.
- MF mai 2021 Financement privé du développement <https://www.imf.org/en/Publications/Departmental-Papers-Policy-Papers/Issues/2021/05/14/Private-Finance-for-Development-50157>
- OMS 2019 Financement de la couverture sanitaire universelle : Dos and Don'ts HEALTH FINANCING GUIDANCE NOTE NO 9 <https://p4h.world/system/files/2019-09/WHO19-01%20health%20financing%20complete%20ocmlite%20low%20res%200922.pdf>
- FMI 2015, Finance et développement mars 2015. Vol 52, No.1 <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2015/03/jaumotte.htm> - voir aussi FMI juillet 2015 "Inégalité et institutions du marché du travail" <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1514.pdf>
- Le renforcement de la responsabilité, la transparence budgétaire et l'évaluation indépendante de l'impact seront essentiels dans les cas où des améliorations sont nécessaires.
- Il existe une littérature académique croissante qui célèbre le rôle des bureaucrates. Par exemple, Carmen Jacqueline Ho : "Les bureaucrates possédant une expertise technique - les technocrates - peuvent jouer un rôle déterminant, en déployant une pression internationale pour obtenir le soutien de l'exécutif et orchestrer un changement de politique". *Benevolent Policies : Bureaucratic Politics and the International Dimensions of Social Policy Expansion* Accepté le 21 juillet 2021 A paraître dans l'*American Political Science Review* https://www.carmenjacquelineho.com/uploads/6/9/4/1/694114019/carmen_jacqueline_ho_benevolent_policies_manuscript.pdf
- Les services publics ont également été affaiblis après une décennie de pressions budgétaires au cours de laquelle la qualité a diminué, le personnel a été mis à rude épreuve, les bâtiments ont été mal entretenus et des équipements essentiels n'ont pas été achetés. Les services publics étaient-ils prêts à affronter le coronavirus ? Institut du gouvernement, UK 2020
- Voir, par exemple, FESP - Services publics et adaptation au changement climatique https://www.epso.org/sites/default/files/article/files/2_EPSU%20Public%20services%20and%20adaptation%20to%20climate%20change%20for%20reading.pdf
- Voir ICTD 2017 How Can Governments of Low Income Countries collect More Tax Revenue. <https://www.ictd.ac/publication/how-can-governments-of-low-income-countries-collect-more-tax-revenue/>
- Brésil, Kenya, Liberia, Malawi, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Vietnam, Zimbabwe.
- L'ISP offre un aperçu utile des différents secteurs de la main-d'œuvre du secteur public <https://publicservices.international/resources/page/sectors?id=9416&lang=en>.
- Les IMF's Note on Operationalising Gender in Country Work, IMF, How to Operationalize Gender Issues in Country Work, 2018 <https://www.imf.org/en/Publications/PolicyPapers/Issues/2018/06/13/pp060118howto-note-on-gender>
- Bretton Woods Project by Kate Donald and Nicholas Lusiani Center for Economic and Social Rights, The IMF, Gender Equality and Expenditure Policy, 2017 <https://www.brettonwoodsproject.org/wp-content/uploads/2017/09/The-IMF-Gender-Equality-and-Expenditure-Policy-CESR-and-BWP-Sept-2017.pdf>
- <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2016/06/ostry.htm>
- L'approche d'ActionAid en matière de services publics sensibles au genre est articulée ici : [Cadre des services publics sensibles au genre](https://www.actionaid.org/fr/fr/cadre-des-services-publics-sensibles-au-genre)
- Voir par exemple *Building Back Better : Un appel au courage*, octobre 2020 https://pop-umbrella.s3.amazonaws.com/uploads/5d208cd0-3108-4f87-ae26-4a8f5572a817_BBB_Publication_Online_1_.pdf
- Voir par exemple le cycle positif pour les autres ODD généré par l'investissement dans le personnel de santé https://www.who.int/images/default-source/health-topics/health-workforce/hrh-sdg_infographic_jan2016.png?sfvrsn=6aa5577d_
- Voir ActionAid GRPS 2018 (REF)
- Comme le documente le propre département de recherche du FMI - Ostry, J. et al., 2016 *Neoliberalism : Oversold ?*, FMI Finance & Développement. juin 2016, volume 53, n° 2
- Voir par exemple la section de conclusion du rapport sur le commerce et le développement 2021 "Vers un nouveau règlement économique" https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2021_en.pdf.
- Voir leurs programmes phares sur l'amélioration du travail, les socles de protection sociale, les emplois pour la paix et la résilience, etc. <https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/how-the-ilo-works/flagships/lang-en/index.htm>
- Comme le rapport Spotlight 2020 de DAWN : Shifting Policies for Systemic Change <https://dawnnet.org/publication/spotlight-report-2020-shifting-policies-for-systemic-change/>
- IMF, IMF Governors Approve a Historic US\$650 Billion SDR Allocation of Special Drawing Rights, 2021 <https://www.imf.org/en/News/Articles/2021/07/30/pr21235-imf-governors-approve-a-historic-us-650-billion-sdr-allocation-of-special-drawing-rights>

ActionAid is a global movement of people working together to achieve greater human rights for all and defeat poverty. We believe people in poverty have the power within them to create change for themselves, their families and communities. ActionAid is a catalyst for that change.

<http://actionforglobaljustice.actionaid.org>

International Registration number: 27264198

Website: www.actionaid.org
Telephone: +27 11 731 4500
Fax: +27 11 880 8082
Email: mailjhb@actionaid.org

ActionAid International Secretariat,
Postnet Suite 248, Private Bag X31, Saxonwold 2132,
Johannesburg, South Africa.

October 2021

ACKNOWLEDGMENTS

This report has been compiled and written by David Archer and Roos Saalbrink based on national research in ten countries coordinated and supported by Jo Walker, a desk based review by Emma Seery of 69 IMF documents from 15 countries, a literature review by Mariska Meurs, data crunching by Howard Reed, and documentation from frontline workers collated by PSI and EI.

Many thanks are due to ActionAid colleagues and their partners in different countries, including: Hoang Le Trang; Nguyen Hoang Bao Ngoc, Hoang Phuong Thao, Chu Thi Ha, Nguyen Thi Hoa, Dr Thangh, Emmanuel Ponte, Ana Paula Brandao, Renata Saavedra, Andressa Pellanda, Marina Deavelar, Vanessa Pipinis, Celestine Odo, Suwaiba Yakubu-Jubrin, Kenneth Okoineme, Adedeji Ademefun, Margaret Brew-Ward, John Nkaw, Prince Osei-Agyekum, Sumaila Rahman, Eric Osei-Assibey, Angelus Runji, Jovina Nawenzake, Karoli B. Kadegehe, Balozi Morwa, Zakaria Sambakhe, Nathaly Soumahoro,, Yandura Chipeta, Chikumbutso Ngosi, Assan Golowa, Clement Ndiwo Banda, Andrew Chikowore, Kundai H. Chikoko, Rumbidzayi Makoni, Aminata K. Lamin, Mohamed Fofana, Foday Swaray, Devendra Pratap Singh, Saroj Pokhrel, Sujeeta Mathema, Ana Alcalde, Anders Dahlbeck, Asmara Figue, Julie Juma, Maria Ron Balsera, Kate Carroll, Sara Almer, Tetet, Neelanjana Mukhia, Wangari Kinoti, Niranjali Amerasinghe, Arianna Kandell, Lila Caballero, Fatimah Kelleher and Megha Kashypap.

Thanks are also due to our external reviewers who gave valuable feedback: Caroline Othim, Chris Hope, Danny Bertossa, Emma Burgisser, Isabel Ortiz, Jennifer Ulrick, Jessica Woodruff, Jon Sward, Kate Donald, Katie Malouf, Leo Baunach, Maria Jose Romero, Matti Kohonen, Nabil Abdo, Nela Porobic Isakovic, Oceane Blavot, Rick Rowden, Sarah Hewitt, Sonia Languille, Steve Klees and Thomas Stubbs.

Many thanks also to our colleagues:

In Education International – Jennifer Ulrick, David Edwards, Haldis Holst, Antonia Wulff, Dennis Sinyolo, Louise Hoj Larsen, Cristina Banita and others.

In Public Services International – Danny Bertossa, Marcelo Netto, Leo Hyde, Gianluigi Lopes, Sani Baba, Kate Lappin and others.

DESIGN BY: www.nickpurserdesign.com

COVER PHOTO: Sarah Chepkwemboi est une infirmière de première ligne qui travaille dans un nouveau centre de santé de la paroisse de Mokoyon en Ouganda où elle a grandi. Quand elle était malade quand elle était enfant, son père devait faire du vélo avec elle pendant deux heures pour se rendre au centre de santé le plus proche.

PHOTO: ACTIONAID